

Lyon, 8 février 2012

Forum francophone préparatoire à la Conférence Rio+20

**Discours de
S. E. M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

Il y a vingt ans, à quelques mois près, je prenais part au premier Sommet de Rio, à cette Conférence des Nations unies sur le développement qui a marqué un moment important de la conscience humaine.

En effet en 1945, suite aux bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, l'humanité, est devenue consciente de sa capacité active à détruire le monde où elle vivait ; elle a alors construit le système multilatéral qui, aujourd'hui encore, nous permet de traiter les conflits classiques, les menaces militaires et les troubles civils. À défaut de les résoudre, nous pouvons ainsi les garder dans des limites tolérables pour notre survie à tous et offrir un espoir à ceux qui en sont victimes.

En 1992 à Rio de Janeiro, suite à la fois au travail des chercheurs et à la disparition de l'opposition Est-Ouest, principale source d'une possible guerre nucléaire, l'humanité a reconnu qu'elle avait aussi la capacité passive de détruire le monde. En imposant à la planète des modes de production et de consommation insoutenables dans l'espace et dans la durée, elle pouvait anéantir, lentement, mais sûrement, tout ce qui est nécessaire à sa vie tout aussi totalement qu'avec une bombe atomique. Elle a alors tenté, avec les trois grandes conventions sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification, de se donner un cadre pour traiter cette nouvelle menace et pour trouver de nouveaux équilibres. Dès cette époque la Francophonie s'est engagée, en faisant partie de ceux qui ont proposé une convention spécifique sur la désertification.

Aujourd'hui, vingt ans après RIO, dix ans après la Conférence de Johannesburg qui, toujours avec l'appui de la Francophonie, a ajouté la culture aux trois piliers indispensables pour parvenir à un développement durable, nous voici, conscients du chemin parcouru et de tous les problèmes non résolus.

Je crois que jamais la conscience de vivre dans un monde unique, dont nous ne pouvons sortir rapidement pour trouver ailleurs des solutions, jamais cette conscience n'a été aussi forte, ni aussi partagée. Mais, malheureusement, je crois que jamais, également, l'enchevêtrement des intérêts, l'expression des besoins, le désir de préserver des acquis n'ont été aussi intenses, aussi complexes, aussi difficiles à analyser et à démêler. Jamais le risque d'incohérence n'a été aussi constant, ni aussi pesant.

Les causes en sont connues. De plus, la crise économique et financière favorise la montée des égoïsmes et des réflexes de survie, augmentant la vulnérabilité de nombreuses communautés, des plus démunies aux plus développées. Le changement climatique accroît l'insécurité alimentaire et prépare l'apparition de réfugiés d'un nouveau genre, chassés de territoires invivables, voire anéantis. Les inégalités se creusent, au sein des pays et des régions, mais également entre régions et continents, nourrissant les incompréhensions entre des collectivités pourtant rapprochées par les moyens de communication et d'information.

Dans cette tourmente, la communauté humaine, réunie dans un système multilatéral bientôt centenaire, a bien défini des objectifs d'intérêt commun et a bien obtenu une adhésion globale à ces objectifs. Mais elle échoue toujours à arrêter les dispositions qui permettront d'atteindre effectivement ces objectifs.

Nous devons donc reprendre inlassablement ces problèmes pour inventer de nouvelles méthodes, valider de nouvelles approches, imaginer de nouveaux dispositifs. Non par goût de la nouveauté, ni pour faire des effets de communication, mais parce que la rapidité et la profondeur des changements à l'œuvre dans le monde matériel exigent en parallèle des changements aussi profonds et si possible aussi rapides de nos outils intellectuels.

J'en veux pour preuve l'apparition du thème de l'économie verte et des emplois verts. Si nous nous réunissons aujourd'hui à Lyon, en prélude à la Conférence RIO+20, c'est bien pour examiner tout ce qui a déjà été proposé sous ces vocables, pour consolider leur substance et en faire des instruments effectifs de compréhension et de transformation du

monde. De même nous devons voir en quoi la mise en place d'une Organisation Mondiale de l'Environnement, qui prendrait place et rang aux côtés de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, de l'Organisation mondiale du Commerce et du Programme des Nations unies pour le Développement, permettrait d'aboutir à des décisions cohérentes, acceptées et applicables par tous.

Nous devons examiner, de manière concomitante, les voies et moyens qui permettent à la Commission des Nations unies pour le développement durable de jouer pleinement son rôle. Celui d'assumer totalement son autorité pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des décisions que la Communauté internationale a prises et réaffirmées tout au long des deux dernières décennies.

Je crois qu'il existe un consensus incontesté : les modèles de développement que nous avons suivis jusqu'ici ne sont pas tenables à long terme. Pour autant les pays qui n'ont pas encore atteint le niveau de développement des pays les plus avancés ont le droit de demander à connaître un niveau de bien-être équivalent, le droit d'offrir à leurs populations les mêmes capacités de réalisation personnelle et d'épanouissement. Pour que ce soit supportable à l'échelle du monde, il faut donc également transformer les pratiques des pays avancés et trouver de nouvelles façons de maintenir ce niveau de bien-être et d'épanouissement de façon beaucoup moins dispendieuse.

Des pays émergents, avec toutes leurs contraintes, toutes leurs ambitions, travaillent cependant à orienter leur développement dans une direction compatible avec les ressources dont la terre dispose. Des pays en développement construisent des économies qui mettent en valeur les ressources renouvelables, tirent le meilleur parti de tous les matériaux, favorisant ainsi une consommation responsable, respectueuse du capital naturel de la planète et capable de répondre aux aspirations de tous, en veillant en particulier à la situation des plus pauvres.

C'est le devoir de la Francophonie que de continuer à participer à ces efforts de réflexion, d'information, de formation et de diffusion des bonnes pratiques. C'est son privilège spécifique d'offrir des lieux de concertation où toutes les possibilités sont examinées sans idée préconçue. C'est son avantage de mobiliser la diversité de ses membres, la multiplicité de leurs points de vue et parfois l'incompatibilité de leurs intérêts afin d'élaborer des consensus porteurs d'avenir.

Je félicite donc tous ceux qui ont participé depuis deux jours aux ateliers qui ont traité de ces questions essentielles et j'attends avec le plus grand intérêt leurs conclusions et les propositions, afin que nous puissions les porter ensemble à la Conférence de RIO+20.

Il me reste l'agréable tâche de remercier chaleureusement ceux qui font d'ores et déjà de ce Forum un succès.

Monsieur le Maire, votre accueil amical, la part que vous avez prise à notre démarche et l'appui que vos équipes ont donné à l'ensemble des travaux de ce Forum me sont allés droit au cœur. Je suis également reconnaissant à la ville de Saint-Étienne d'avoir abrité une partie des travaux.

Monsieur le Représentant personnel du Président de la République française, cher Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, vous qui êtes toujours à nos côtés, je veux ici saluer en vous tant le défenseur de la Francophonie que l'homme de vision, qui a fait du Futuroscope un lieu international d'échanges et de concertation et initié tant de groupes de réflexion sur le développement durable

Je veux enfin rendre un hommage tout particulier à deux éminents chefs d'État, les Présidents du Congo et du Niger, représentants émérites des deux grandes régions

francophones d'Afrique. Aujourd'hui, à nos côtés, ils témoignent de l'engagement fervent de notre organisation et du continent africain en faveur d'une gestion responsable et raisonnée d'un monde et de pays aux milieux naturels précieux et fragiles.

Vous l'avez compris, le Président du Niger, Son Excellence Monsieur Issoufou Mahamadou, nous a fait part de l'attachement remarquable qui est le sien pour que la jeunesse soit aux avant-postes pour bâtir les bases du développement durable, partout dans l'espace francophone. C'est tout le sens du colloque international organisé à Niamey sous son haut patronage sur le thème de la jeunesse et des emplois verts. Celui-ci a donné lieu à la mobilisation exemplaire et féconde de plusieurs centaines de jeunes. Je me réjouis qu'une délégation représentative puisse s'adresser à ce Forum.

Pour sa part, le Président du Congo, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, nous a fait l'honneur d'être parmi nous non seulement en tant que francophone convaincu, mais aussi au double titre de Président de la Conférence des trois grands bassins forestiers et de porte-parole de l'Afrique à la conférence des Nations unies sur l'Environnement (RIO+20).

Aujourd'hui, l'un et l'autre, à nos côtés, témoignent de la vigueur et de la pertinence de leur engagement au service de la Francophonie et du continent africain pour ces enjeux vitaux qui conditionnent l'avenir de notre planète.

Je vous remercie de votre attention.